

**RAPPORT D'INTRODUCTION AU 72ème CONGRES DE L'UNEF**  
**Présenté par Xavier AKNINE, Président**

---

---

Depuis notre dernier congrès, le vent de la lutte a soufflé sur l'Université. Il a balayé sur son passage les idées de résignation, de sélection et de fatalité.

En faisant irruption sur le devant de la scène sociale, les étudiants et les lycéens ont exprimé leur ras le bol, ils sont descendus dans la rue pour se défendre.

Leur masse, leur nombre et leur colère, leur détermination et la prise de conscience de leur force les a rendus irrésistibles.

Renversé par la marée jeune, Devaquet démissionne.  
Son projet de loi: l'arme du crime, est jeté à la poubelle.

Ainsi, pour la première fois, des centaines de milliers d'étudiants ont fait l'expérience de la lutte et ils ont gagné.

Les courbettes, les manoeuvres du gouvernement, les "vous avez mal compris" de Devaquet, les tentatives secrètes de négociations de Darruilat et de Bergeron auront échoué. Les étudiants veulent le retrait du projet Devaquet, ils l'ont obtenu.

MALIK y a laissé sa peau. Des dizaines d'étudiants portent encore dans leur chair la trace des violences policières, mais un an après le coeur des étudiants bat toujours au rythme de la lutte, parcequ'il n'ont pas oublié, et parceque ça va de mal en pis à l'université.

Les étudiants ne veulent pas s'arrêter à mi-parcours.

Ils l'ont dit haut et fort aux Etats Généraux à l'Université de SAINT DENIS en Mars 87.

Aujourd'hui, ils veulent que ça change dans leur vie, dans leurs études et dans leur fac parceque, au fond, pourquoi accepter aujourd'hui ce que nous avons refusé tous ensemble il y a un an ?

Cette question est dans la tête de tous les étudiants : elle interpelle notre congrès qui s'ouvre aujourd'hui.

Apporter une réponse à cette question suppose de tirer toutes les leçons du mouvement étudiant de l'hiver dernier, en le considérant comme l'évènement majeur qui modifie toutes les données de l'action revendicative et syndicale à l'Université.

Comment être les meilleurs acteurs de la poursuite de ce mouvement ? Telle est la question essentielle de notre 72ème congrès.

La transformation de l'Université et la satisfaction des revendications exprimées lors des Etats Généraux en dépendent.

Un champ nouveau s'ouvre ainsi au syndicalisme étudiant. A nous d'en définir la démarche dans tous ses aspects, dans toutes ses modalités d'application.

Dans le cadre de la préparation de ce congrès, congrès d'A.G.E. se sont tenus dans villes universitaires de France.

A partir de l'analyse de la situation particulière de leur université et de la politique gouvernementale, ils ont dégagé les perspectives nouvelles offertes au rassemblement dans l'action de tous les étudiants.

De même, ils se sont fixés des objectifs clairs permettant de renforcer la place et le poids du syndicat chez les étudiants. Chacun a pu donner son avis franchement. On n'étaient pas tous d'accord, mais il y eu débat, et ainsi, chaque A.G.E. a pu prendre des décisions pour l'avenir.

C'est ça la démocratie dans l'UNEF : nous pouvons en être fiers.

Nous le disons dans le projet de résolution, l'Université est en pleine recomposition.

Démarré il y 3 ans sous Chevènement, le processus d'éclatement et de démantèlement de l'Enseignement Supérieur avance à la vitesse Grand V.

Les filières d'élite type Magistères, MIAGE, MST, MASTERS, fleurissent au gré des exigences du patronnat, absorbant l'essentiel du budget des universités, et les filières traditionnelles sont laissées à l'abandon.

Le gouvernement a fait le choix de ne former qu'une infime partie des 1 million 200.000 jeunes qui font des études supérieures, alors que le développement des sciences et des techniques, et que l'aspiration grandissante des jeunes au progrès social, culturel et intellectuel, nécessiteraient tout de suite l'amélioration de la qualité de l'Enseignement Supérieur.

Cela fait à peine un mois que nous sommes rentrés à la fac, et déjà les problèmes nous submergent de toutes parts.

Depuis juillet, tout s'accumule :

- course à l'inscription,
- dispositifs dissuasifs, sélectifs, mis en place à l'entrée des des lers cycles,
- numerus clausus à l'entrée en licence ,
- droits d'inscription supplémentaires baptisés "frais de correspondance " ou "frais administratifs",
- T.D. surchargés,
- locaux vétustes,
- contrôle continu supprimé,
- cours sans profs,
- étudiants étrangers expulsés,
- cités U. délabrées,
- logements introuvables,
- maintien de bourses refusés,
- bibliothèques démunies...

Non ! Je n'en rajoute pas : c'est tout cela la vie quotidienne d'un étudiant en 1987.

Certes, les situations sont diverses, mais un constat s'impose : c'est pire que l'an dernier, et ça devient invivable en certains endroits.

- A Saint-Etienne, en Arts Plastiques, il pleuvait dans l'amphithéâtre de lère année;
  - A Montpellier, on nous supprime le droit de passage en licence de Psycho avec les 4/5 du DEUG;
  - A Jussieu; les bibliothèques de Paris VI et Paris VII ont fermé, à la suite d'un vol d'ordinateur, pour manque de personnel de surveillance.
- La vétusté des locaux fait rage à Aix, 13.000 étudiants sont cantonnés dans des locaux prévus pour 6000;
- A Parsi VIII, 13.000 étudiants pour 7000 places;
  - A Grenoble et à Toulouse, on attend toujours la construction des cités U. dont les terrains sont prévus depuis 15 ans.
  - Dans les UEREPS, on supprime le stage pédagogique de fin de 4ème année, pour des raisons financières, et le nombre de postes proposés au concours du CAPEPS est largement en dessous de ce qu'il faudrait pour remplacer les profs d'EPS qui vont partir à la retraite.

- En médecine, le gouvernement va procéder à une nouvelle saignée en diminuant de 250 places, le nombre de postes en 2ème année de médecine.

Et là aussi, aucune concertation avec les étudiants, ni aucune étude des besoins grandissants en médecins de la population française.

Les décideurs, ce sont les mandarins, ils font tout pour éviter une future concurrence dans leur profession. Ils ne considèrent plus les étudiants en médecine d'aujourd'hui comme de futurs collègues mais comme d'éventuels gêneurs pour l'avenir et tant pis : pour la santé des malades ! De toute façon, ils n'auront qu'à avoir assez d'argent pour se payer le luxe d'une consultation avec les quelques professeurs renommés qui resteront.

- En Histoire à Toulouse, une réforme en cours, réintroduit les cours magistraux pour s'adapter au manque de moyens.

Partout, ce qui fait le trait d'union de cette rentrée : c'est le manque de crédits, c'est le désengagement financier de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

Depuis quelques semaines, nous assistons même à une véritable pression orchestrée par certains médias pour accréditer l'idée que l'étudiant devrait payer la totalité de sa formation.

Ainsi, la revue "L'Etudiant", d'il y a 3 semaines se permet-elle de proposer des droits d'inscription à 5000 Frs. Un an après le mouvement de novembre décembre qui reposait d'abord sur le rejet de la sélection par le fric : cette opération du journal "L'Etudiant" est une véritable provocation..

Alors que des milliards sont engloutis dans le surarmement, l'enseignement est le père pauvre du budget 1988.

Accepter un tel budget, ce serait cautionner la baisse de création du nombre de postes d'enseignants ainsi que les 217 suppressions de postes de personnels ATOS, et la baisse de 24 millions de francs pour les Oeuvres Sociales.

Ce serait dire oui à un budget de misère pour la recherche, qui n'augmente que de 1,9%, et qui va conduire : nombre de chercheurs à signer de nouveaux contrats avec le privé pour poursuivre leurs travaux. Ce serait ainsi accepter de soumettre la recherche universitaire aux aléas du sponsoring.

Mr Valade peut le présenter comme il le veut, nous ne sommes pas dupes ! Ce budget 88, est bien celui de l'austérité et de la pénurie.

Il signifie encore plus de sélection, et des conditions d'études encore plus dures. Nous ne pouvons pas le laisser passer tel quel. D'autant que des crédits ont été dégagés pour l'enseignement supérieur privé, l'enveloppe augmentant de 60% en deux ans.

A l'aube de l'an 2000, le pays a besoin de plus de cadres, d'ingénieurs, de techniciens supérieurs, de médecins, d'enseignants, de chercheurs qualifiés.

Il y a besoin d'augmenter le nombre d'étudiants en France donc d'ouvrir les universités aux jeunes issus de milieux sociaux modestes, défavorisés comme on dit.

Car, soyons clairs : aujourd'hui, 70% des jeunes qui font des études supérieures sont fils et filles de cadres supérieurs ou d'enseignants. Il y a à peine 10% d'enfants d'ouvriers et d'employés aujourd'hui à l'université. Alors, aller vers les 2 millions d'étudiants d'ici l'an 2000, nous répondons oui, mais à condition de dégager les moyens financiers suffisants pour ouvrir l'enseignement supérieur à toutes les catégories sociales.

C'est une question de justice et de démocratie : nous ne transigerons jamais avec ces valeurs.

Mais telle n'est pas la logique retenue par le gouvernement dont la politique universitaire est dictée par les exigences du patronat et des milieux financiers. Ce qui compte pour eux, c'est d'être rentable et compétitifs sur le

C'est la loi du fric qui décide de tout et qui est responsable de la sélection impitoyable que nous vivons à l'Université.

On veut faire de nous des spécialistes compétents dans des créneaux étroits de secteurs très pointus, qui apparaissent rentables à court terme. Et si par malheur la prospérité de ce secteur tombait en chute libre, nous deviendrions proprement incompetents parceque incapables de changer de registre.

Du même coup, ce sont toutes les illusions créées sur la filière soit-disant en pointe qui s'effondrent, et le diplômé plein d'avenir redevient un vulgaire chasseur d'emploi, précaire à l'affût du moindre job.

Depuis plusieurs années, on assiste ainsi à une restructuration de nos filières de formation pour mieux adapter le marché de l'emploi en crise.

IUT, MAGISTERES, MST, à chaque fois, on nous les a présentés comme de nouvelles formations qualifiantes. Dans les faits, cela s'est traduit par une sélection accrue par inféodation de nos formations au patronat local, par l'abandon de formations existantes et par un échec massif aussi.

Les chiffres parlent d'eux même : 66% des étudiants de 1er cycle échouent à leur DEUG, un étudiant sur deux quitte l'université sans diplôme.

Quel gâchis !

On comprend dans ces conditions l'angoisse qui s'empare de centaines de milliers de jeunes quand ils tentent de penser à l'avenir. Ce qui fait peur, c'est de se retrouver exclu du système, et propulsé sur le marché du travail sans perspective.

Dans un contexte général marqué par l'extension de la précarité des jeunes, aucun étudiant ne peut se sentir à l'abri.

Chacun sait qu'en cas d'échec, voire même avec un diplôme, il peut se retrouver contraint à vivre des situations précaires, de chercher un petit boulot, un TUC, un PIL, un SIVP, même si les statistiques montrent que, plus on a de diplômes, plus on a de chances de trouver un emploi qualifié.

Certes, Mr Seguin essaie de camoufler l'importance du phénomène en annonçant un traitement social du chômage des jeunes. Il a mis en place 300.000 TUC et SIVP à la rentrée 87-88 pour les jeunes quand on sait que 43% se retrouvent au chômage au bout de leur stage, et que 48% vivront à nouveau d'un emploi précaire; on comprend tout le côté pernicieux de cette politique. D'ailleurs, de plus en plus d'étudiants ont fait l'expérience de ce genre de situation en se salariant l'été durant leurs études.

Aujourd'hui, dans les formations littéraires, le taux d'étudiants salariés dépasse les 30%.

Mais la déréglementation et la précarité ne se limitent pas aux jeunes et aux étudiants : elles touchent durement l'ensemble du monde du travail. Le pouvoir d'achat, l'emploi et la protection sociale sont attaqués de plein fouet. Dans un pays où l'on compte plus de 3 millions et demi de chômeurs; les fermetures d'entreprises se multiplient, les licenciements abusifs aussi, et dans ce domaine, les syndicalistes subissent d'inacceptables sanctions. Avec elles, les libertés et le droit de grève qui sont remis en cause. Des acquis obtenus par les travailleurs au prix de longues années de lutte sont ainsi attaqués.

Maintenant, un tribunal peut décider de la légitimité ou non d'une grève. C'est ahurissant et presque anachronique dirai-je, mais c'est pourtant ce qui s'est produit à la suite de la grève des aiguilleurs du ciel d'AirInter : le tribunal de Créteil a en effet interdit la poursuite de cette grève fin septembre dernier.

Quand le Conseil Constitutionnel avalise l'amendement Lamassourre sanctionnant les grévistes dans la fonction publique, on comprend que c'est à un véritable tir groupé contre le droit de grève, auquel se livre le gouvernement.

Et, dernier exemple en date : le procès de 2 délégués CGT de Renault Billancourt, ceux qu'on a surnommés "les Dix de Renault". Pour avoir tenté de s'opposer au licenciement arbitraire de plusieurs centaines de travailleurs de la Régie et au blocage de production, ils ont été trainés devant les tribunaux comme des malfaiteurs. A eux tous ils risquaient plus de 100 ans de prison!

Se battre pour la défense de l'emploi et la sauvegarde de l'entreprise, c'est devenu un délit passible de la Correctionnelle.

Fort heureusement, la lutte des travailleurs de la Régie Renault, soutenue par la population, ainsi que par de nombreuses organisations démocratiques (et l'UNEF en faisait partie), permet d'entrevoir aujourd'hui une issue à ce procès.

Les étudiants, dans de nombreuses facs, ont d'ailleurs apporté leur soutien aux "Dix de Renault" en signant l'appel de solidarité lancé par la CGT. Cette pétition va circuler durant le congrès, je propose que chaque délégué(e) la signe, et qu'elle soit remise demain à Lydia Brovelli, secrétaire confédérale de la CGT, qui interviendra en séance plénière l'après-midi.

Les travailleurs n'ont pas hésité, l'an dernier à apporter leur soutien au mouvement étudiant victime de la répression policière, sachons aussi leur "renvoyer l'ascenseur" comme on dit, au moment où les libertés sont menacées dans les entreprises.

Le gouvernement, je l'ai dit tout l'heure, fait tout pour marquer l'ampleur des problèmes que nous vivons à l'université, utilise les médias pour nous dire : "Tout va bien en cette rentrée", "Il y a bien quelques points noirs, mais ça va s'arranger". Autrement dit, il nous invite à rester bien sages, et à accepter les sacrifices en tout genre. La pénurie, la sélection, le problème de logement ne seraient que de mauvais moments à passer.

Mais on a beau nous cacher les choses, présidentielles obligent, les scandales finissent toujours par éclater!

Comment ne pas sentir la gravité de la situation quand on sait qu'en 86, pour la première fois depuis un quart de siècle, le nombre d'étudiants a baissé. Dans les lycées, ce sont 40.000 élèves de seconde qui n'ont pu s'inscrire dans des conditions normales : certains ont du redoubler leur troisième faute de place. Dans un lycée, d'autres ont été casés dans des préfabriqués construits à la va-vite, voire dans des locaux hospitaliers ou dans des casernes.

A l'école primaire, 800 postes d'instituteurs sont supprimés, alors que les classes surchargées foisonnent.

Monory a beau multiplier les déclarations d'autosatisfaction, on ne peut qu'avoir tous froid dans le dos, quand on apprend qu'à Saint-Nazaire, un adolescent de 17 ans inscrit en deuxième année de BEP, s'est suicidé parce que, fils de chômeur, il ne supportait plus de vivre aux crochets de ses parents et de se retrouver un jour, diplôme en poche, au chômage comme son père.

OUI ! La crise que vivent des centaines de milliers de jeunes prend parfois des dimensions dramatiques et elle n'épargne personne.

Le budget, c'est donc bien la clef de voute de la politique universitaire du gouvernement.

Aujourd'hui, celui-ci met les bouchées doubles pour appliquer dans les faits ce que nous avons rejeté l'an dernier.

Par petites et grandes mesures, il met en place méthodiquement, morceau par morceau, tout ce qui n'a pas pu passer par le biais législatif il y a un an. Contraint de retirer le projet Devaquet sous la pression d'une génération d'étudiants, il adopte désormais une tactique plus insidieuse mais moins dévastatrice.

Un an après le retrait du projet Devaquet, les dégats sont déjà énormes :

- 4 mars 87, décret Valade sur les CROUS, les autorisant à passer des contrats avec des organismes privés, et instaurant une baisse de la représentation des étudiants au Conseil d'Administration du CROUS.

- Avril 87, circulaire Philipp, réduisant les critères d'attribution des bourses.

- Loi Barzach-Valade du 3ème cycle des études médicales, votée dans le cadre des DMOS de printemps, au mépris de la grève des étudiants en médecine.

- Juillet 87, dispositifs dissuasifs tel, Minitel et sélectifs à l'entrée à l'Université.

- Blocage des droits d'inscription et de la Sécurité Sociale étudiante, mais instauration par les universités de droits supplémentaires,

- Refus de nombreuses habilitations de 2ème cycle,

- Création de DEUG délocalisés dans la région parisienne pour les 1er cycles dans les locaux dépourvus de toute structure (Restau U, Cité U, bibliothèque, ...), indispensables la vie d'un étudiant.

- Septembre 87, diminution du nombre de postes en 2ème année de médecine,

- Suppression du stage des étudiants en EPS,

- Coup de force du gouvernement avec le projet de décret instituant des instituts privés à Paris I et à Nantes,

- Projet de décret visant à instaurer un corps d'enseignants vacataires précaire,

- Projet de décret réformant la thèse "Savary",

- Mise en place d'antennes universitaires de 1er cycle à Saint Briec et à Montpellier, avec le concours de la municipalité et d'associations privées.

- Octobre 87, projet de décret Barzach occultant toute concertation avec les étudiants,

- Projet d'allongement des études d'IUT à 3 ans, pour être compétitif avec les pays européens voisins, sans la perspective du financement



par l'Etat de cette 3ème année, et avec objectif de créer une licence technologique.

On voit d'ici se pointer à l'horizon ces ingénieurs de bas étage qui sortiront des IUT, sans parler du risque de dévalorisation des licences classiques à côté de cette licence technologique.

L'IUT, la nouvelle filière d'élite, c'est dans les projets du gouvernement.

Cette avalanche de mesures est impressionnantes. Elle s'ajoute à toutes celles prises par les universités elles-mêmes.

Elles traduisent bien la volonté du gouvernement d'aller au plus vite vers un éclatement, vers un démantèlement complet du système universitaire Français.

Ce qu'il veut, c'est laisser à chaque fac la plus grande autonomie pour pouvoir décider librement d'accentuer la sélection.

A terme, son objectif est clair : remettre en cause les diplômes nationaux que J.Lesourne un des 69 sages nommés par Valade qualifie de "dispositifs hémolians" pour pouvoir remettre en cause toutes les conventions collectives. C'est que le gouvernement veut aller vite en besogne. L'Horizon 92 approche à grands pas, et avec lui, ce projet de Marché Unique Européen qui dictera l'avenir de nos formations.

Le but, non avoué, du gouvernement, est de créer un fond de diplômés de l'enseignement supérieur mobile à l'intérieur de la communauté européenne; et complètement acquis à la stratégie des multinationales européennes.

On nous présente l'Europe comme une chance. C'est au contraire le prétexte qui permet d'accélérer les mauvais coups portés à notre formation et notre avenir. Que les choses soient bien claires : nous ne sommes pas anti-Europe, nous sommes pour l'Europe de la formation, de l'égalité des chances et de la qualification, mais nous sommes résolument contre l'Europe du fric et de la sélection.

Il s'agit donc de créer le rapport de force suffisant pour créer de nouveaux reculs au gouvernement, et avancer sur la voie de la transformation de l'université. C'est le sens de notre combat pour le réinvestissement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur.

L'urgence de cette lutte est d'autant plus grande, que l'Etat n'a pas renoncé à légiférer sur l'université.

La commission des 69 sages, nommée par Valade doit rendre son rapport fin novembre. Il constituera, à n'en pas douter, un point d'appui que le gouvernement exploitera pour aller plus loin sur la voie de l'élitisme et de l'austérité.

C'est dans ce contexte qu'a pris naissance le mouvement de l'Automne 86, mouvement d'une ampleur et d'une profondeur inégalées.

Beaucoup de choses ont été dites à son propos, beaucoup tendant à le dénaturer, à le minimiser. Mais on n'efface pas d'un coup de baguette magique un million d'étudiants dans la rue, un million de jeunes qui ont en quelques semaines, changé le paysage social du pays et contraint le gouvernement à un premier recul.

A l'origine de ce mouvement, l'angoisse des jeunes face à l'avenir, des conditions de vie et d'études qui se dégradent de jours en jours, des formations dont le contenu reste éloigné de la réalité sociale économique et culturelle du pays, des diplômés dévalorisés sur le marché du travail.

Dans un pays où plus de trois millions de personnes sont privés d'emploi, dans un pays où se développent les petits boulots, les T.U.C, les S.I.V.P et autres arnaques de ce genre, quel avenir pour les étudiants victimes de la concurrence sauvage. Quel avenir auront les laissés pour compte de l'Université.

Au total, c'est une situation précaire pour la grande masse des étudiants. C'est ce refus de la dévalorisation, cette crainte de l'avenir, ce ras le bol de l'échec et de la sélection qui ont été à l'origine du raz de marée de Novembre-Décembre.

Cette mal vie étudiante s'est cristallisée autour de projets néfastes qui venaient aggraver encore cette situation alarmante: Ce fut le projet Foyer, déposé à l'Assemblée au printemps 86 puis le projet de Loi Devaquet adopté par le Conseil des Ministres du 11 Juillet 86.

Dans leurs grandes lignes, ces projets étaient identiques: mises en concurrence directes des Universités, sélection accrue à tous les stades de notre cursus, ségrégation sociale et raciale.

Ces projets, loin de répondre aux problèmes de l'université et aux aspirations des étudiants sont bien apparus comme ce qu'ils signifiaient: sélection, échec, ségrégation, exclusion, soumission à la précarité.

Leur application se serait traduite par plus de difficultés pour tous. Cela, les étudiants n'en ont pas voulu. C'était trop.

Rien dans les propositions du gouvernement qui soit de nature à améliorer notre formation, nos conditions de vie, notre insertion dans la vie professionnelle.

Bien au contraire, tout allait s'empirer, devenir encore plus dur, encore plus difficile et au bout du compte, une vie encore plus grise.

Le retour de la droite au pouvoir s'est traduit par une volonté de bouleverser le paysage social dans tous les domaines. Les attaques en règle contre les libertés, la protection sociale, le potentiel économique ont favorisé des réactions de rejet de la part des jeunes pour qui sélection, ségrégation, exclusion, racisme ne riment pas avec solidarité, paix, amitié, liberté, fraternité.

La volonté du gouvernement de faire courber l'échine aux travailleurs et aux jeunes de notre pays et de légaliser l'injustice, la loi de la jungle est clairement affichée.

La dégradation des conditions de vie et d'études, l'aggravation de cette situation avec le projet Devaquet ont donné lieu à ce ras le bol général qui s'est exprimé l'an passé.

Mais celui-ci n'a rien eu de spontané. Le mouvement de révolte a grandi dans les universités pendant plusieurs mois.

Rappelons nous pour les plus anciens du succès de la manifestation " on n'est pas des pigeons " du 3 Mai 85 à Paris. Elle avait pour but de faire monter la mobilisation contre les mesures Chevènement. Certes, ces premiers mouvements avaient une ampleur limitée mais ils n'en demeuraient pas moins combatifs et efficaces puisque Messieurs Joxe et Massot durent refaire leurs circulaires racistes. Déjà, nous avons mis zéro sur vingt à leur copie.

Or, le mécontentement a grandi depuis cette époque.

En Février 86, le doyen de la fac de Luminy à Marseille propose de faire payer 10 à 15% de leur formation aux étudiants, soit des droits d'inscription s'élevant à 4000 Frs.

La réaction des étudiants ne se fait pas attendre; à l'appel de l'Association Générale des Etudiants de Marseille, les 4000 étudiants de la fac sont en grève à 90%. Le projet est immédiatement retiré de la circulation.

Le 30 Avril 86, la fac de lettres d'Aix en Provence est en grève. Mille étudiants manifestent avec l'UGEA-UNEF pour la défense du droit aux études.

Le lendemain s'ouvre le 71<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF à Limoges. Faisant l'analyse de l'aggravation de la situation et attribuant ce redoublement des attaques à une faiblesse d'organisation des étudiants, le congrès en appelle au développement urgent des luttes.

Déjà, le projet Foyer pointe son nez, mettant gravement en cause l'avenir des étudiants.

Durant quatre jours, le congrès planche sur le développement du syndicalisme au coeur des études. Les résultats sont probants.

Au retour du congrès, on assiste à un foisonnement d'actions dans les universités.

Marseille Saint Charles est en grève le 14 Mai. Le même jour, 2500 étudiants Bordelais sont dans la rue.

Le 15, plus de 1000 manifestants à Saint Etienne, 1500 à Brest.

Le 16, à la fac de Sciences Sociales à Toulouse, 2000 étudiants débrayent.

La lutte de Bordeaux durera près de trois semaines.

Ce développement des luttes est sans précédent depuis 1980. A chaque fois, il s'appuie sur le vécu des étudiants et les revendications sont autant locales que nationales.

Pour donner de la force à ce qui commence à bouger, l'UNEF organise une journée nationale d'action pour la défense du droit aux études le 28 Mai.

Devant la mobilisation qui commence à grandir, Devaquet est contraint de fixer les droits d'inscription à 450 Frs. Ce premier recul est une grande victoire car il jette au panier le projet de libération des droits.

Seule l'UNEF comme force syndicale organisée est dans la bataille. L'Unef.id estime quant à elle que ce n'est pas le moment, que les partiels approchent.

Pour nous la question n'était pas de savoir si la période était propice ou pas. C'était le moment de se faire entendre et nous avons eu raison.

Ces luttes du printemps 86 étaient un peu le baptême du syndicalisme au coeur des études. Beau baptême me direz-vous!

Les inscriptions de Juillet 86 se sont donc déroulées dans un climat offensif. C'est encore dans la lutte avec les bacheliers que l'UNEF gagne 2000 inscriptions supplémentaires sur Paris.

La rentrée 86 s'annonce chaude.

Les droits d'inscription ont augmenté de 36% et la sécurité sociale de 42%.

Pendant l'été, le gouvernement a adopté le projet de loi Devaquet, celui-ci devant être soumis sous peu au parlement. Le gouvernement ne compte pas attendre pour imposer ses projets néfastes pour l'université.

Le syndicalisme au coeur des études développé par l'UNEF progresse.

L'Unef.id qui venait de se prendre une année sabbatique appelle à une grève d'avertissement le 21 Octobre. Le résultat est difficile à apprécier. Cours non assurés et transports interrompus, pour eux ce ne peut qu'être un succès dont ils se targueront.

Les conditions catastrophiques de la rentrée donnent lieu à des mouvements divers dès les premiers jours d'Octobre.

Notre Collectif National de rentrée se fixe deux objectifs: obtenir le retrait du projet Devaquet et le réinvestissement financier de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

Les 27, 28 et 29 Octobre, nous organisons trois journées nationales d'action pour le réinvestissement financier de l'Etat dans nos formations. Elles permettent de donner une envergure nationale aux luttes qui commencent à se développer.

Le 4 Novembre à Limoges, 1000 étudiants sont dans la rue avec l'AGEL-UNEF.

Le 5, la fac de Saint Etienne est en grève à l'appel de l'UGESE.

Le 6, c'est à Nancy que 1500 étudiants manifestent au côté de l'AGEN.

A Poitiers et à Caen, des étudiants réunis en A.G lancent chacun de leur côté un appel aux étudiants de France.

Le 13, les Limougeauds manifestent une nouvelle fois.

Le 17, Villetaneuse se met en grève illimitée suivie le 19 par Nanterre et Saint-Denis et le 20 par Tolbiac.

Le Jeudi 20, cela fait plusieurs jours que certaines facs sont en grève.

La FAGIF-UNEF appelle à une manifestation de Censier au Ministère. C'est la première manifestation regroupant plusieurs universités.

Très vite le mouvement de grève s'étend à toutes les facs.

Les étudiants font la une des journaux. Des quatre coins de France, on sait très vite ce qui se passe ailleurs, comment

évolue ce mouvement. Celui-ci va toucher la quasi totalité des étudiants et lycéens de notre pays.

Si ce vaste mouvement s'est développé aussi vite et à pris cette ampleur considérable, c'est à la fois parce que les luttes se développaient depuis plusieurs mois et parce que la situation des étudiants était telle que le vase à débordé.

Le rejet de la sélection et de la loi du fric ont été plus forts que l'acceptation de la précarité.

"Non au fric-fac", "loi Devaquet, loi du porte monnaie", "non aux diplômes côtés en bourse", "échange une action de St Gobain contre une place à Paris 1", "IBM Tapie non merci, la fac n'est pas à vendre", tous ces slogans issus d'une jeunesse en lutte ont battu en brèche la fatalité et la résignation.

On a eu beau nous expliquer que l'on ne savait pas lire, que l'on se trompait, que nous étions manipulés, rien n'y a fait! Notre détermination à obtenir ni amendement ni report mais bel et bien le retrait du projet, nous a permis de déjouer tous les pièges et de gagner. Car c'était bien de cela qu'il s'agissait, gagner pour notre avenir.

Détermination, solidarité, force, unité, indépendance sont les caractéristiques de ces événements qui se poursuivent sous une autre forme aujourd'hui.

Ils ont trouvé leur force dans la détermination à aller jusqu'à la victoire, force du nombre, force d'une génération mobilisée pour ne pas se laisser marcher sur les pieds.

Très vite, le souci d'indépendance et d'unité s'est caractérisé par l'exigence de la maîtrise des structures par tous au delà des querelles d'appareils ou des tentatives de récupérations politiciennes.

Ce mouvement a trouvé ses formes. Assemblées Générales, Comités de luttes, Coordination des facs en grèves, mandats électifs, à chaque fois, c'est le souci d'être seuls propriétaires de leur lutte qui a guidé les étudiants.

Cette forme de participation directe aux prises de décisions, sans délégation de pouvoir a empêché quiconque de prétendre s'exprimer à leur place. C'était cela l'indépendance du mouvement qui l'a rendu si invulnérable face à ceux qui le rabaissait à de simples manipulations.

D'ailleurs ceux qui ont contrefait à cette règle en ont fait les

frais. Isabelle Thomas, en jouant la starlette dans Paris Match a perdu sa place au Bureau de la Coordination. Philippe Darriulat en négociant dans le dos des étudiants, a été dépassé par ce mouvement qui n'écoutait que lui-même. L'Unef.id en jouant le double jeu de la disparition le jour et de l'hégémonie le soir aux journaux télévisés a monopolisé l'expression publique de ce mouvement pourtant très divers au niveau des forces organisées.

Car la diversité, c'est bien cela aussi qui a donné de la force à ce mouvement.

L'UNEF s'y est pleinement engagé pour qu'il réussisse et que rien ne puisse le faire dévier.

Dans toutes les structures, nos syndiqués ont mené le débat pied à pied pour que toutes les décisions soient prises démocratiquement, qu'elles soient respectées et que le plus grand nombre y participent.

Aucun intérêt de récupération, toujours le souci que le mouvement étudiant progresse et gagne. C'est cette volonté qui nous a guidé durant toute la préparation des Etats Généraux. C'est ce qui a permis leur tenue, contre les attaques dont ils étaient victimes.

D'ailleurs, alors que les détracteurs des Etats Généraux étaient nombreux au soir du 11 Décembre, leur nombre a diminué fortement au fil de leur préparation.

La tenue des assises locales dans les universités a amené un nouveau souffle, celui de la transformation de l'université.

Et le 27 Mars au matin, lorsque s'ouvraient les Etats Généraux rassemblant 1500 délégués venus de plus de cent centres universitaires, c'était la deuxième victoire.

Le mouvement que nous venons de vivre a marqué en profondeur le pays et sa jeunesse. C'est un événement que l'on n'est pas prêt d'oublier. Ce qui s'est passé l'an dernier constitue bien un tournant majeur dans l'histoire du mouvement étudiant. Dans les consciences et dans les faits, il y a eu féclure.

La fatalité de la crise à l'université, l'apologie de l'individualisme, la glorification des "vainqueurs" commençaient à faire recette.

Tout cet arsenal idéologique était d'autant plus convaincant

qu'il ne niait pas la réalité catastrophique, la "grande misère de nos facs", comme le dit LE MONDE. Bien au contraire même, il offrait des solutions: se résigner, s'adapter, se soumettre ou bien être le meilleur, le Tarzan de la jungle en somme.

Mais toujours les mêmes buts: aller plus loin dans les projets élitistes, mieux faire correspondre l'université aux besoins du patronat. Pour cela, un seul moyen: désamorcer toute tentative de défense collective chez les étudiants. Car l'isolement, c'est l'enfance de la soumission.

La politique gouvernementale tirait les leçons du passé. Pas de loi, pas de texte législatif d'ampleur qui auraient permis l'émergence du mécontentement.

La recomposition de l'université se fait alors par décrets, dans l'ombre, clairsemés, au détour des pages rébarbatives du journal officiel. Quant au reste, le budget de l'enseignement supérieur s'en occupe. Un touche finale, une touche fatale.

Depuis, le mouvement est passé par là. Il n'est pas tombé du ciel. Nous avons analysé les différentes causes ou conjonctions qui ont permis sa naissance. Cependant une conclusion s'impose: le mouvement a mis en évidence des faits ignorés, négligés, mais appréciés.

En Décembre dernier, nous disions: "plus rien ne sera comme avant". Un an après, nous pouvons l'affirmer: oui, plus rien n'est véritablement comme avant.

Les étudiants ont changés. Nous avons changé.

Les réactions face à la crise, face aux visées gouvernementales sont bien différentes en cette rentrée. L'expérience de la lutte, de la lutte victorieuse est bien présente dans tous les esprits. Elle a des répercussions incontestables sur les comportements observés en cette rentrée.

Les étudiants ont aujourd'hui un niveau de conscience plus élevé par rapport à la situation concrète qu'ils vivent.

Certes, l'idée de fatalité n'a pas disparu. La sélection sociale n'est pas toujours perçue comme un élément essentiel de la dégradation de nos conditions de vie et d'études.

C'est vrai. Et j'irai même plus loin. Aujourd'hui, tous les étudiants ne sont pas prêts à se mobiliser pour la transformation de l'université. Certains ne la souhaitent même pas!



Evidences me direz-vous! Peut-être, mais que nous devons avoir en tête quand on analyse ce qui a changé chez les étudiants..

Pas de grandes illusions donc!

D'autant qu'elles peuvent déboucher sur des préalables à l'action qui risquent de bloquer toute perspective de mouvement.

Cela dit, ne ramenons pas le mouvement de l'automne 86 à une grande fête, une sorte de sur boum organisée par les lycéens authentiques ou nostalgiques. Ne réduisons pas les Etats Généraux à un débat de spécialistes sur les questions de réunification syndicale de la stratégie des appareils.

Par deux fois, selon des formes différentes, allant jusqu'à faire grève et manifester, les étudiants ont su se mobiliser et aller au bout des objectifs qu'ils s'étaient fixés: le retrait du projet Devaquet et fixer les bases revendicatives pour changer l'université.

Rien que pour cela, ce qui a été accompli durant l'année 86/87 est un travail immense, sans précédent assurément.

Cette rentrée est d'ailleurs significative de ce nouvel état d'esprit.

Sur les chaînes d'inscription Parisiennes en Juillet, le nombre de délégations aux directions administratives de l'UFR ou de l'université fut bien supérieur aux années précédentes. Pourtant, tout était prévu pour organiser la sélection sauvage des bacheliers: système minitel RAVEL, préinscriptions, tests d'évaluation, échelonnement des inscriptions. Tout y est passé.

Pourtant à Censier, les étudiants ont gagné 80 places en Cinéma. A Tolbiac, ce sont plus de 100 dossiers d'inscription qui ont été obtenus sous l'impulsion de l'UNEF le plus souvent.

A Paris 8, les bacheliers hors académies parisiennes ont obtenu le droit de s'inscrire.

Et de Nanterre à Jussieu, partout des bacheliers ont agi pour que leur droit fondamental d'accéder à l'Enseignement Supérieur soit respecté et préservé.

Là encore, il ne s'agit pas de dresser le tableau d'une situation insurrectionnelle. Mais tout de même, quel progrès réalisés en un an!

Devant un gouvernement qui a appris et compris mais qui n'a

renoncé à rien de son projet, qui recompose morceau par morceau l'université, les étudiants sont prêts à se battre et à s'organiser pour faire échec à la mise en place concrète et quotidienne de ce qu'ils ont refusé hier.

L'efficacité de la lutte, le refus de notre marginalisation dans la société, la précarité de notre avenir, la sous qualification sont des idées qui aujourd'hui ont du poids: le poids d'un million de manifestants victorieux, le poids d'une expérience. C'est même devenu une référence notoire.

Est-ce une vue de l'esprit que de dire: les idées prônant l'individualisme et l'égoïsme ont été battues en brèche?

C'est quand même un des dix points de la coordination nationale de Décembre 86 qui exige l'égalité entre les étudiants Français et Etrangers. C'est une jeunesse de 1987 qui se mobilise contre le racisme, qui revendique un monde de paix et sans armes, qui lutte contre l'apartheid et se retrouve unie, solidaire pour libérer la libération de P.A Albertini, scandaleusement retenu dans les géoles Sud Africaines pendant onze mois.

A l'université, les étudiants ont muri, ils ont aguerris, fait reculer l'arbitraire. Ils en ressortent aguerris.

Souvenons nous de l'an dernier. Le constat que nous faisons était le suivant: le projet Devaquet retiré, les problèmes demeurent. Peu de luttes aux perspectives concrètes furent menées.

Aujourd'hui, regardons ce qui se passe à l'université. Le problème principal, c'est la dégradation de nos conditions de vie et d'études.

Les luttes? Elles foisonnent. A Nice, pour le maintien de la session de Septembre en 1<sup>o</sup> cycle de Sciences; à Aix, c'est le boycott des droits supplémentaires; à Saint Etienne, c'est la grève en arts plastiques pour obtenir des locaux où le toit ne se confonde pas avec le ciel.

Les revendications? ce sont des capacités d'accueil renforcées, des postes d'enseignants supplémentaires, des personnels ATOS en plus grand nombre, des bibliothèques plus fournies, des locaux universitaires dignes de ce nom.

C'est le réengagement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.  
C'est une hausse du budget 88 qu'il faut.

Quoi de plus concrèt, quoi de plus revendicatif?

C'est pour cela que l'UNEF en début d'année a décidé d'en faire l'axe revendicatif prioritaire. C'est ce qu'ont décidé des étudiants de 37 centres universitaires au C.N.L du 14 Novembre dernier à Censier.

Ils appellent à une journée d'action nationale le 26 Novembre pour gagner un autre budget. Ce mouvement doit maintenant grandir, s'élargir.

Il faut que tous nos efforts, en tant que syndiqués, tendent vers ce but.

Incontestablement, en ce début d'année, les étudiants sont prêts. Ils attendent dirai-je. Ils attendent des perspectives concrètes, crédibles et représentatives. Ne passons pas à côté de quelque chose de grand. Sachons répondre à leurs attentes au bon moment.

Cela ne veut pas dire rebelote! On se refait pas 86, avec un million d'étudiants et de lycéens dans la rue. L'histoire ne bégaie pas. Mais les luttes s'ajoutent les unes aux autres. Et dans le rapport de force permanent qui oppose les étudiants et le gouvernement, le budget constitue le point crucial. Il peut cristalliser sur lui tout le mécontentement comme l'avait fait le défunt projet Devaquet.

A partir de là, une question centrale est posée: que faut-il pour que ces luttes existent et se développent de partout?

Il faut, bien évidemment, permettre le rassemblement de tous les étudiants. Mais cela ne se décrète pas. Là encore, le mouvement de l'an dernier et la situation actuelle des étudiants sont riches d'enseignements.

L'UNEF se bat pour changer l'université. Chacun de nos axes de luttes s'inscrit dans un ensemble cohérent et transformateur.

Tel n'est pas le cas de tous les étudiants en lutte aujourd'hui. Ce qui montre que les capacités de rassemblement dépassent largement le champ d'influence du syndicat.

Cette donnée essentielle est à prendre en compte. Aucun préalable ne doit exister, si ce n'est la lutte.

Dans le même temps, nous l'avons vu, aucune lutte ne progresse sans structuration. Cela a amené les étudiants à se doter de structures larges, spécifiques aux formes de mobilisations (coordination nationale - CLN- Etats Généraux-Comité de grève, de vigilance, d'action ou de lutte).

Ce sont ces structures qui ont permis au mouvement de trouver sa cohésion, de grossir, de se prémunir de toute tentative de récupération. Ce sont elles qui sont les lieux adaptées au mouvement. Elles lui ont déjà permis de triompher l'an dernier.

Une telle conclusion ne relève ni du conjoncturel ni de l'opportunisme. Elle résulte d'une situation historique que les événements récents ont mis en lumière.

Le fait syndical reste minoritaire à l'université. Nous en avons déjà fait la remarque lors de notre 71<sup>e</sup> Congrès à Limoges.

De fait, aucune organisation existante ne peut prétendre diriger un mouvement d'ampleur.

Dans le contexte actuel, ce serait même un frein, puisque cela excluerait ceux qui ne partageraient pas tous ces objectifs.

Qu'on se comprenne bien. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'existence de l'UNEF, son originalité, ni la nécessité de son renforcement. Il ne s'agit pas de se fondre dans une masse nébuleuse.

L'UNEF est un syndicat de luttes. Elle est à l'origine de multiples rassemblements permettant le développement de ces luttes. Mais au delà, le terrain est vaste. Tout faire pour que le rassemblement soit le plus large, le plus unitaire, le plus offensif possible. Voilà à quoi doit servir l'UNEF. Ni porte drapeau, ni manipulateur de l'ombre, mais simplement moteur du rassemblement.

Les étudiants de 86 l'ont montré: il y a crise de confiance entre eux et les organisations syndicales. Ce n'est pas le syndicalisme qui est en cause car les Etats Généraux, c'était bel et bien une

expérience de syndicalisme à l'échelle de 20 000 étudiants.

Mais il n'y a pas équivalence entre actions syndicales et adhésion à un syndicat voire même vote pour une liste syndicale.

Nous devons en prendre acte et respecter ce mouvement car il recèle de riches potentialités, qui peuvent lui permettre d'aller au bout de ses objectifs. C'est cette nouvelle stratégie du rassemblement qui hatera la transformation de l'Université. C'est avec une telle stratégie que nous pourrions gagner en influence et renforcer le syndicat de luttés, outil du rassemblement qu'est l'UNEF. Cette stratégie modifie beaucoup de choses dans nos habitudes, dans notre façon de faire du syndicalisme à la fac. Cela ne va pas aller sans question, sans problème.. Mais c'est la voie la plus juste. Celle qui permet de dynamiser le mouvement tout en respectant l'indépendance, l'unité, la démocratie. C'est la voie de la transformation de l'Université.

Déjà, des exemples en confirment le bien-fondé : le mouvement des Etats Généraux, celui des étudiants en médecine, des UEREPS, la bataille budgétaire. A chaque fois nous avons pris notre place, telle qu'elle, sans volonté hégémonique. Nous nous sommes fait reconnaître et apprécier. Nous avons ainsi progressé en nombre et en efficacité. Cette nouvelle stratégie n'est pas une épreuve forcée en attendant des jours meilleurs pour le syndicalisme étudiant. C'est la route la plus large, la plus sûre et la plus directe pour aller vers la transformation de l'Université et la satisfaction des revendications exprimées depuis les Etats Généraux.

**Les** graves conséquences matérielles de l'asphyxie budgétaire des Universités, et le niveau élevé des réactions des étudiants, les réflexes de luttés acquis, se conjuguent pour favoriser une mobilisation massive sur tous les problèmes concrets qui se posent dans chaque UFR.

L'habitude du débat en Assemblée Générale, de la réflexion sur les causes, permet d'envisager collectivement des réponses au bon niveau : à l'asphyxie de tous les UFR, un remède : la hausse du budget de l'enseignement supérieur, le réinvestissement de l'Etat.

L'analyse du projet de budget 1988 souligne le profond divorce entre nos besoins et notre avenir sauce Monory.

L'UNEF partage ce refus des conditions d'études lamentables, le refus de subir un budget de misère un an de plus. Et nous n'attendons pas l'échec, l'abandon, la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Pour le succès dans nos luttes, pour faire monter la mobilisation, il nous faut, dans chaque fac, dans chaque filière, dans chaque amphithéâtre, le plus large rassemblement sur les objectifs définis en commun.

Le syndicat a un rôle essentiel à jouer pour :

- proposer les solutions qui permettent d'aboutir
- proposer et aider à mettre en place les formes concrètes de lutte les plus efficaces pour gagner.

Chaque attaque portée à nos conditions d'études doit être l'objet d'une réponse au bon niveau.

A chaque attaque, un responsable, une solution, la lutte qu'il faut pour l'imposer.

Pour répondre aux nécessités de l'action du rassemblement, nous avons besoin d'un outil adapté. L'expérience de ce mois dernier est révélatrice de l'importance de l'activité de nos associations pour impulser et épauler la lutte et du nécessaire travail de coordination et de réflexion de nos A.G.E. pour permettre à un mouvement naissant de prendre ses marques, à partir d'une UER en étendant la réflexion aux autres, jusqu'à la réunion d'assemblées générales par centres, de comités d'action représentatifs de la diversité des étudiants.

Ce rôle n'est pas l'apanage de l'UNEF, la diversité syndicale existe aujourd'hui à l'Université. Bon gré, mal gré, nous en faisons l'expérience tous les jours, c'est un élément à prendre en compte. Il pose la question de l'utilité du syndicat à l'Université. Cette diversité n'apporte aucune garantie de la volonté de permettre à l'action de se développer sans préalable, pour ses propres revendications, d'aller jusqu'au bout des luttes. Syndicalisme de renoncement, de la délégation de pouvoir, syndicalisme d'élite ou de masse, démocratie ou bureaucratie, c'est à l'usage que le monde étudiant en jugera.

L'UNEF a choisi sa voie, celle de l'union dans l'action avec tous les étudiants. Pas question de manoeuvre, de dessous de table. Nous laissons cela aux autres.

L'Union Nationale ne peut prétendre représenter tous les étudiants. Pourquoi aujourd'hui en faire un préalable ? Cela n'est pas nécessaire au succès de nos luttes. Des formes efficaces de lutte existent, elles se sont forgées depuis un an, elles garantissent le strict respect des revendications des amphibiens. L'UNEF doit par contre tout mettre en oeuvre pour coordonner les luttes menées par nos associations et permettre le passage à la vitesse supérieure. Informer, proposer, populariser des perspectives et les défendre, c'est vital pour la suite. Ainsi, dans les UEREPS, permettre la réunion des diverses facs, dégager des voies, populariser l'action au moyen d'une brochure, informer sur le budget 88. Tout cela a permis, pour la première fois, au soir de la manif du 10, la coordination des étudiants en EPS et l'UNEF soient reçus ensemble au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

L'UNEF force de proposition et non pas catalogue est irremplaçable. Le mouvement n'a besoin ni de dépositaires sacrés d'un projet, ni de démagogues mais du débat à partir d'analyses claires soulignant le chemin à parcourir de la misère budgétaire et pédagogique à nos aspirations de formations diversifiées et solides, de vie meilleure et de moyens suffisants pour tous. L'information sur le budget, les crédits de l'armement doit être à ce niveau là.

Pour autant, transformer l'Université ne se pose pas en préalable à tous les étudiants, ce serait poser des conditions au mouvement que d'en faire une base de départ, un acte de foi. Les documents des Etats Généraux n'existent pas sans les luttes et les débats qui donnèrent naissance à cette première mouture sur chaque aspect - du budget au mutualisme et à l'aide sociale - visaient à développer le rassemblement le plus large de tous les étudiants pour s'attaquer aux problèmes urgents de l'Université.

Le constat que nous avons pu faire, au lendemain des élections au CROUS, était au delà de la baisse du nombre de voix rassemblées sur nos listes, le décalage grandissant entre les étudiants et les organisations syndicales, dans lesquelles ils se reconnaissaient peu, ainsi que l'inadaptation des structures aux nouvelles exigences de démocratie exprimées durant le mouvement de décembre.

Pourtant, des élus, c'est utile. Dans de nombreuses universités, les étudiants ont voulu se saisir des élections aux conseils, en formant des listes de comités de vigilance et d'action, comme à Orsay, Montpellier, Le Mans. Les élus, c'est un moyen de participer à la gestion de l'UFR ou de l'Université, pour peu qu'ils aient à rendre compte de leur mandat devant l'amphi, qu'ils sachent soulever les problèmes tout au long de l'année, et bénéficient de la confiance et de la mobilisation des étudiants.

Le problème posé est bien celui de la représentativité.

Les élus étudiants doivent être ceux de l'amphi avant d'être ceux de quelque organisation que ce soit !

C'est dans l'amphi que les listes se constituent, sur un mandat clair, c'est à lui que les élus ont des comptes à rendre. L'amphi donne à l'élu toute sa légitimité. Ainsi des rapports de confiance peuvent s'établir entre les étudiants et l'élu. Aujourd'hui, des luttes se développent sur le budget. Constituer des listes en cachette, sans que l'enjeu des élections ne soit évoqué, relève de l'aberration !

Le soutien de l'UNEF à ces listes et le contenu de la plateforme revendicative des candidats doivent faire l'objet d'un débat.

C'est bel et bien du rassemblement de tous que dépend l'efficacité de nos élu(e)s dans les conseils; la délégation de pouvoir n'a pas pour seul effet de faire baisser la participation jusqu'à un niveau dramatique, elle ôte toute efficacité aux élu(e)s.



## QUE FAUT IL CHANGER DANS L'UNEF POUR FAIRE TOUT CELA??

Pour permettre au mouvement étudiant de progresser, de s'organiser et de gagner sur ses revendications, nous avons besoin d'une UNEF plus ouverte, plus en phase avec les préoccupations des étudiants et plus efficace.

Notre 71<sup>e</sup> Congrès affirmait la nécessité du syndicalisme au coeur des études. Les 19 mois qui se sont écoulés depuis, l'ont pleinement confirmé.

C'est à partir des problèmes vécus par les étudiants que les associations UNEF développent la démarche du rassemblement dans l'action. La mise en place de ce syndicalisme de lutte, au plus près des étudiants n'est pas chose facile.

L'expérience nous montre que les étudiants sont en attente de perspectives mais qu'ils ne se résignent pas.

Il est de notre responsabilité de les informer, de les appeler à se rassembler, à décider ensemble des formes d'actions nécessaires.

Pour cela, chaque syndiqué a un rôle déterminant à jouer dans son amphi et son T.D. Pour construire ce large rassemblement qui seul permettra aux étudiants de gagner sur leurs revendications, chaque syndiqué a le devoir d'intervenir pour informer, proposer l'action à chaque fois qu'un problème se pose.

L'UNEF est l'outil du rassemblement mais aussi force de propositions. C'est notre rôle de convoquer une assemblée générale des étudiants qui permette à chacun de donner son avis.

Décider à la place des principaux intéressés, ce ne sont pas nos méthodes. Pour autant, le rôle du syndicat ne se réduit pas à faire de l'information. Il doit s'exprimer à chaque instant. Cela signifie que les adhérents interviennent dans les A.G pour faire partager leurs expériences, leur vécu et faire connaître les propositions de l'UNEF.

Nous devons avoir le souci permanent de faire bénéficier le mouvement de notre expérience et de la progression de notre analyse sur toutes les questions. Tous les moyens sont bons: diffusion de tracts, de brochures de propositions de l'unef, de guides, de journaux. Le syndicat doit s'exprimer sous toutes les formes.

En fait, il faut faire vivre partout la démarche que nous mettons en oeuvre en ce moment dans le cadre du mouvement qui se développe.

Le rassemblement de tous les étudiants dans l'action, est plus que jamais indispensable. C'est pourquoi l'UNEF a soutenu sans retenue l'appel lancé aux étudiants de France par les facs de Censier, Nancy et Saint Etienne.

De même, l'UNEF soutient complètement la motion votée par le C.N.L du 14 Novembre.

Nous n'avons donc pas à réinventer une démarche mais à l'affiner et à améliorer sa mise en oeuvre.

Dès les chaînes d'inscription et à la rentrée 87/88, nous avons eu le souci d'informer les étudiants et de les appeler à l'action en partant des difficultés qu'ils vivent et en étant résolument à leur écoute. Ainsi à Aix en économie, la fac impose 500 Frs de droits supplémentaires depuis plusieurs années. Ces frais sont présentés comme une participation pour accéder à la bibliothèque, aux ordinateurs. Il s'agit en fait de faire payer aux étudiants le désengagement de l'Etat.

Dans une A.G, convoquée par l'UGEA-UNEF, les étudiants ont voté le boycott. Ils se sont mobilisés en majorité sur cette question, étant partie prenante de la décision. Associer un maximum d'étudiants est un gage d'efficacité.

Il s'agit maintenant pour l'UNEF de systématiser cette démarche. Trop souvent des syndiqués disent: " on est tout seul à se battre!". Je serai tenté de répondre: " quoi de plus normal qu'en les étudiants n'ont pas les éléments pour analyser la situation et sont écartés des décisions".

Soliciter en permanence les étudiants sur ce qui les concerne, c'est aussi faire connaître l'UNEF telle qu'elle est: démocratique, unitaire et indépendante.

L'UNEF est démocratique dans son fonctionnement, dans sa démarche qui vise à ne pas décider à la place des étudiants mais au contraire à leur permettre de devenir acteurs à l'université.

L'UNEF est unitaire puisque nous voulons rassembler tous les étudiants sans exclusive ni préalable.

L'UNEF est indépendante car ses analyses, ses propositions ne lui sont dictées par personne. Mais si les étudiants ne s'y

retrouvent pas, nous pouvons apparaître extérieurs au mouvement étudiants manipulés et manipulateurs.

Mettre réellement en place cette démarche exige que nos associations se développent, se multiplient et s'enracinent toujours plus au coeur des amphis.

La situation de nos universités nécessite de ne rien laisser passer, chaque nouvelle attaque rend encore plus insupportable nos conditions de vie et d'études.

Pour cela, deux conditions :

être présents là où les étudiants vivent les problèmes c'est-à-dire dans les amphis et les TD. Chaque UFR année d'étude où nous n'avons pas de syndiqués, les étudiants subissent plus fortement les attaques et sont désarmés. La fac de Luminy par exemple proposait, il y a un an, de faire passer les droits d'inscription à 4.000 F. Or, c'est une fac où l'UNEF n'était que très peu implantée.

Etre nombreux : pour cela tous nos syndiqués doivent être impliqués pour participer à l'activité du syndicat. Trop d'adhérents restent encore inactifs, à l'écart de l'activité syndicale.

J'en viens donc à la question de la place des adhérents dans l'activité du syndicat. Laisser un adhérent sur la touche, c'est se priver d'une force de réflexion et d'intervention indispensables. Il est de notre responsabilité de permettre à chacun de trouver sa place. Cela nécessite d'informer chaque adhérent. C'est le rôle des courriers d'AGE et de l'UNEF Inform. Nous savons par expérience qu'un courrier ne suffit pas à mettre tous les syndiqués dans le coup et qu'ils ne viennent pas tous aux réunions d'AGE.

Par contre, comme tous les étudiants, il souhaitent étudier dans de meilleures conditions : c'est pour cela qu'ils ont rejoint l'UNEF. Agir sur ses conditions de vie et d'études, c'est d'abord agir dans son amphi, son TD - quand il est surchargé, quand les cours sont mal faits, quand il manque un poly - .

L'association UNEF de l'UFR ou de l'amphi est le moyen de réunir les étudiants qui ont fait le choix de rejoindre l'UNEF sur les questions auxquelles ils sont le plus sensibles et sur les problèmes qu'ils vivent quotidiennement. C'est bien cela le syndicalisme au coeur des études.

Il est d'ailleurs plus facile d'intervenir au niveau d'un amphi que d'une fac entière ; on cerne mieux les problèmes et on est

plus à l'aise pour s'adresser aux étudiants. C'est donc bien en intervenant quotidiennement au plus près des problèmes et des étudiants qu'on arrivera à ne rien laisser passer, à organiser un rassemblement assez fort pour gagner. C'est aussi de cette façon que l'UNEF apparaîtra comme le syndicat utile et efficace dans lequel les étudiants se retrouvent.

Par ailleurs, c'est au travers des problèmes soulevés dans chaque amphitheâtre que l'on perçoit le mieux la logique de la politique gouvernementale, que l'on peut reconstituer le puzzle de l'Université élitiste que l'on tente de nous imposer. On peut alors faire converger toutes les luttes qui ont une même cause. Ainsi l'UNEF donne des perspectives au mouvement étudiant et lui permet de gagner en efficacité.

En fait, l'association est un lieu où l'on réfléchit à ses études, à sa formation, où tous les étudiants deviennent acteurs de leurs études. Elle permet un rassemblement efficace et impulse les luttes décidées par tous les intéressés.

Dans ce cadre, il est nécessaire de développer nos associations, d'en créer de nouvelles : c'est un gage d'efficacité pour le syndicat. L'association permet de responsabiliser chacun de nos adhérents sur les questions qui les intéressent plus particulièrement : formation, aide sociale, délégués de TD, propa... Des associations qui fonctionnent de façon autonome, c'est ce qui peut permettre au bureau d'AGE de se consacrer à son véritable rôle : coordonner l'activité des associations, faire converger les luttes pour donner de nouvelles perspectives et passer à la vitesse supérieure, étendre l'implantation du syndicat à toutes les UFR, IUT et Instituts, à tous les cycles, toutes les années. car aujourd'hui, aucun syndicat n'échappe à la sélection, à la dégradation des conditions de vie et d'études. Intégrer pleinement chaque adhérent à la vie et à l'activité du syndicat pose la question de la démocratie syndicale; et de notre fonctionnement.

Répondre aux enjeux actuels, permettre aux étudiants de gagner sur leurs revendications exige que nous ayons à cœur de faire vivre la démocratie dans l'UNEF, de nos associations à l'Union Nationale. Pour cela chacun doit disposer de toutes les informations concernant l'UNEF et l'Université qui lui permette de

se forger une opinion et de faire des propositions.

Le débat, la confrontation d'idées sont nécessaires pour approfondir notre analyse et donner les moyens à chaque adhérent de la maîtriser pleinement. Se réunir dans nos associations pour faire le point de l'activité et de la situation, prendre des décisions qui ouvrent des perspectives ; telles sont les enjeux de la vie démocratique des structures de l'UNEF.

Les publications du syndicat (journaux d'association, d'AGE, UNEF Inform, AGIR, BLE) sont aussi des lieux de débat.

A l'heure où tout bouge à l'Université et dans tout le pays il est déterminant que chaque adhérent puisse savoir tout ce qui se passe hors de sa fac et tout ce qui se décide au plan national.

La force d'un adhérent de l'UNEF est d'appartenir à une organisation nationale. Dans ce cadre, la circulation de informations et des idées à l'intérieur du syndicat, s'avère indispensable. Conjuguée à l'action sur le lieu d'études, la tenue de stages régionaux ou nationaux doit permettre à chaque adhérent d'être plus à l'aise pour intervenir dans son UFR ou son institut. Chacun a ainsi toutes les cartes en main pour décider et agir dans l'UNEF.

Ceci nous amène à parler de la participation à la vie et au fonctionnement du syndicat. La démocratie dans l'UNEF est garantie par l'indépendance du syndicat et la participation de tous à la vie de ses structures. Personne ne peut décider à la place des étudiants du contenu et des modalités de leur bataille. Ce sont les adhérents et eux seuls qui décident des orientations du syndicat à tous les niveaux.

Chacun a le souci du développement du syndicat en nombre, en moyens matériels et financiers, ainsi qu'en efficacité. La participation de chacun à la prise de décision, c'est la garantie que personne ne s'arrogera le droit de décider à la place des autres. Nous refusons la délégation de pouvoir d'où qu'elle vienne parce que c'est profondément anti-démocratique et parce que nous refusons par dessus tout le syndicalisme d'élite.

La démocratie doit s'exprimer dans toute l'Union Nationale, des associations au bureau nation, chaque structure jouant le rôle qui lui revient. Les associations s'attachent à la défense des intérêts des étudiants au plus près de leurs préoccupations.

Elles permettent le développement des luttes que l'Union Nationale fait grandir, elle fait entendre les revendications de

l'UFR, de l'IUT, de l'école ou de l'Institut au niveau de tous les pays

Etre offensifs, permettre l'expression de chaque syndiqué, fonctionner démocratiquement et en toute indépendance nécessite des moyens financiers importants. Il revient à chaque syndiqué - sous l'impulsion du trésorier d'association - d'avoir le souci du financement du syndicat.

Depuis le mouvement, des milliers d'étudiants ont été confrontés à maintes reprises au problème du financement de leur action. En pratiquant publiquement la collecte en amphitheâtre ou lors de chaque initiative, ils ont su trouver la réponse efficace permettant au mouvement de se développer. Sachons tirer les enseignements de cette expérience inédite pour lever un à un les freins persistants ici ou là sur la question du financement collectif des activités du syndicat.

C'est donc bien avec des associations plus fortes et plus nombreuses et un fonctionnement plus souple que commencent à se dessiner les contours de l'UNEF qu'il nous faut pour changer l'Université. Depuis notre 71ème congrès, nous avons progressé en nombre, en structuration et en efficacité.

Mais, nous sommes bien en deçà de nos possibilités. Des progrès restent à accomplir. Pour aller plus loin et prendre toute notre place dans le mouvement étudiant, nous devons regagner en influence et renforcer le syndicat.

Gagner en influence est une nécessité. Comme je le disais tout à l'heure organisée nationalement qui a la volonté de changer l'Université. Mais cela ne suffit pas pour atteindre notre objectif. C'est bien notre présence, le poids que nous avons dans la fac et le rapport de force créé avec les étudiants qui permettent d'éviter les mauvais coups. Pourtant aucun acquis n'est définitif, nous le savons bien. Cela pose la question de la durabilité du rapport de force donc du renforcement de l'organisation des étudiants.

Pour cela trois conditions s'imposent :

Premièrement, rassembler toujours plus d'étudiants. En effet, comment imaginer un rassemblement vainqueur qui marque des points et qui ne s'étend pas ? D'autant plus qu'une victoire encourage à aller plus loin. Elle est la preuve tangible de l'efficacité de

la lutte.

Deuxièmement, ce rassemblement que nous voulons construire avec tous les étudiants permet de faire connaître plus largement l'UNEF. La pratique syndicale que nous voulons développer nous rapproche des étudiants. Ainsi de plus en plus d'étudiants reconnaissent l'UNEF comme un outil utile et efficace. Souvent, par exemple, ils reprennent les propositions de l'UNEF à leur compte.

Troisièmement, être reconnus par les pouvoirs publics et les médias. Là aussi nous ne pouvons compter que sur nous mêmes: c'est par notre activité et la force du mouvement dont l'UNEF est à l'origine que nous parviendrons à forcer les portes de l'indifférence, à briser le mur du silence et à faire entendre la voix des étudiants qui veulent que ça bouge à la fac. Bien sûr, des quotidiens comme "Libération", "Le Monde" et "Le Matin", quand ils daignent parler des étudiants continuent à nous étiqueter: "UNEF SE (proche des communistes). Quelque soit l'auteur de l'article, c'est devenu une définition du syndicat étudiant qui est rappelée comme un leitmotiv. Nous ne pouvons accepter cette pratique du dévoiement de l'action syndicale à la fac, et l'étiquetage politicien de notre organisation. Ce genre de pratiques journalistiques vise à limiter à terme la progression et le développement du syndicat étudiant. A les croire, l'action revendicative et syndicale à l'Université ne serait motivée que par des intérêts partisans et politiques. Aujourd'hui comme hier, nous leurs disons haut et fort: pour entrer à l'UNEF, il n'y a aucun préalable. Tout étudiant mécontent qui trouve que ça ne va pas à l'Université et qui refuse de subir sans broncher à toute sa place dans le syndicat. Mais là non plus, pas d'ultimatum. Agir et lutter pour la défense du droit aux études, c'est la raison d'être du syndicat. Mais nous ne la gardons pas jalousement. Nous sommes prêts à la partager avec tous les étudiants.

Il ne s'agit pas de rendre à César ce qui lui appartient, mais de donner à l'UNEF la place qui lui revient à l'Université. Etre reconnus par les étudiants, les administrations, les médias comme nous le méritons n'est pas un but en soi destiné à faire de l'auto-satisfaction. Mais pour que l'action revendicative aboutisse à de réels changements à l'Université.

Ce regain d'influence doit se traduire concrètement par une remontée de notre représentativité sur le plan électoral .

Redevenir une force électorale plus importante n'est pas une récompense ni une occasion de se glofier. C'est au contraire un point d'appui pour faire progresser le mouvement.

Chaque élu est un outil précieux car légitime auprès des étudiants qui l'ont mandaté, et reconnu par l'administration du fait de son élection. En siégeant dans un conseil, il détient des informations qu'il se doit de faire connaître aux étudiants. Ils jouent aussi un rôle décisif pour le rassemblement à l'université.

Les élus du syndicat indispensables à la mise en oeuvre de notre démarche.

En animant la défense individuelle et collective des étudiants, les élus développent la solidarité étudiante. C'est un atout précieux pour remporter de nouveaux acquis.

De nombreuses universités et UFR ont prévu des élections pour la fin novembre et le mois de décembre, à nous de saisir cette opportunité pour mettre en oeuvre l'ensemble de notre démarche du rassemblement.

#### 5. Renforcer le syndicat :

Rassembler les étudiants, créer le rapport de force à la hauteur des attaques que nous subissons, regagner en influence impliquent le renforcement du syndicat.

Nous ne sommes pas des syndicalistes professionnels, au contraire nous sommes à l'UNEF pour réussir nos études, parce que nous avons choisi de défendre nos droits.

L'UNEF n'a pas vocation à devenir une élite éclairée, ceci contredirait complètement notre orientation, notre démarche.

Le syndicat qu'il nous faut à besoin de toutes les énergies.



C'est pourquoi nous ne mettrons aucun préalable à l'adhésion : à l'UNEF pas de sélection, pas d'examen d'entrée chacun à sa place.

Dans cet état d'esprit, nous ne devons donc pas hésiter à proposer l'adhésion à tous ceux et celles qui dans l'action font un bout de chemin avec nous, et à tous ceux qui à un moment ou un autre débattent avec les syndiqués.

Mais bien au delà nous devons faire connaître l'UNEF et permettre à ceux qui le souhaitent de nous rejoindre : c'est le bulletin d'adhésion dans un guide, en bas de tract. Cela ne signifie pas que l'on plaque un bulletin d'adhésion au bas de chaque tract de l'UNEF mais que cette question de l'adhésion est prise en compte pour qu'elle apparaisse, argumentation à l'appui, comme un moyen d'aller plus loin.

Les quatre pages nationale de renforcement intitulé "Etudiant-Adhérent". S'inscrit tout à fait dans cette démarche.

Le Bureau National propose d'en faire une large diffusion à la sortie du congrès dans le but de réaliser 5 000 adhésions supplémentaires.

Construire l'UNEF dont les étudiants ont besoin pour mettre le rapport de force de leur côté ne peut se faire sans difficultés, sans vaincre certaines appréhensions voire certaines réticences mais nous devons tout faire pour mettre en oeuvre partout nos démarches du rassemblement, faire vivre nos associations, améliorer notre fonctionnement. C'est à ce prix que nous gagnerons une influence, que de nouveaux progrès seront réalisés dans la mise en place de ce syndicalisme de lutte, au coeur des études qui, un an après le mouvement d'hiver 86, a manifestement encore de beaux jours devant lui.

Oui ça vaut le coup pour le syndicat de se mettre complètement au service du rassemblement des étudiants dans l'action.

Incontestablement, le mouvement de novembre-décembre 86 a laissé des traces indélébiles chez les étudiants : Ils sont désormais plus prompts à réagir quand leurs conditions

de vie et d'études s'aggravent.

Le projet Devaquet a été retiré mais la sélection reste la marque essentielle de notre système de formation, et nos conditions d'études se dégradent.

Les étudiants sont de plus en plus nombreux à exprimer leur mécontentement face à cette situation. Nous rassembler pour que cette situation change dans nos facs, constitue la propriété d'aujourd'hui.

Pour cela, les formes d'organisation originales que se sont données les étudiants pendant le mouvement de l'hiver 86 constituent bel et bien une référence toujours vivante.

Démocratie directe, structures souples élues en assemblée générale sur la base d'un mandat clairement défini : tel est le mode de fonctionnement auquel les étudiants aspirent et commencent même à s'y habituer. Un mois après la rentrée Universitaire le 72ème congrès de l'UNEF se tient à une période charnière de la mobilisation des étudiants.

Pour le réengagement financier de l'ETAT dans l'enseignement supérieur.

Répondant à l'appel des facs de Nancy, Paris 8ème et Censier, 37 centres universitaires de France étaient représentés lors du collectif National de liaison le samedi dernier à Censier.

Il faut considérer cela comme une marque de la progression de la mobilisation des étudiants qui sont de plus en plus nombreux à exprimer leur mécontentement, leur exaspération face à la situation qu'ils vivent depuis la rentrée.

Ils sont de plus en plus nombreux à refuser d'étudier dans des conditions déplorables.

Il devient de plus en plus clair que la cause de tous les maux c'est le budget.

L'idée grandit que tout les étudiants souffrent à différents niveaux de la pénurie des Universités. Les étudiants sentent bien que c'est vie quotidienne qui est en jeu et que c'est en s'y mettant tous en semble comme l'an dernier qu'ils seront en mesure d'imposer une révision à la hausse du budget 88 de l'enseignant supérieur.

Dans cet esprit là, il nous faut considérer le CLN de Censier comme une réussite, comme un tremplin permettant à la mobilisation de s'étendre de jour en jour. La qualité du débat, le niveau de mécontentement et de mobilisation exprimé par la plupart des délégués de facs illustre le fait que nous sommes encore bien deçà des potentialités existantes.

Cette semaine, l'appel voté au CLN de Censier a été diffusé dans toutes les facs de France. Des dizaine d'assemblées générales sont tenues et ont votées la participation nationale du 26 novembre contre le budget 88.

La mobilisation grandie de jour en jour : des assemblées générales se tiennent dans des centres universitaires où il ne se passait rien jusqu'à présent. A Toulouse, centaine d'étudiants en informatique de l'Université PAUL SABATIER ont envahi hier après midi le rectorat. Une délégation a été reçue elle s'est bien chargée de rappeler le scandale des locaux à Aix où 13 000 étudiants ont été inscrits dans une facs ne contenant que 5 000 places.

Les étudiants Aixois déjà démarré la collecte pour monter à Paris le 26 novembre. Partout où on leur propose la lutte les étudiants répondent présents : on le sent bien : Il y a chez eux une attente sur la suite des événements. Ils ne demandent qu'à participer à tous ce qui bouge en ce moment.

Partout, dans les jours qui viennent faisons exploser le mécontentement. Appelons à la tenue d'assemblées générales dans chaque UFR dès lundi. C'est cela qui permettra à tous les étudiants de dire ce qui ne va pas dans leur formation et de formuler leurs revendications.

Pas un étudiant ne doit ignorer la motion votée à Censier samedi dernier.

Soyons encore plus offensifs dans nos interventions et surtout donnons à tous les adhérents les moyens de lancer la mobilisation dans leur amphi et leur TD en expliquant précisément ce qui se passe dans les autres facs et en partant et en partant des problèmes locaux de manière concrète.

Aidons tous les non syndiqués qui ont participé au CLN ainsi que ceux qui étaient actifs lors de la préparation des Etats Généraux à devenir les animateurs de la mobilisation.

Rien ne sera automatique : ne négligeons aucun point d'appui. Que les choses soient claires : le moindre adhérent inactif et c'est plusieurs dizaines d'étudiants à qui on ne propose rien cette semaine.

Ne sous-estimons pas l'énorme potentiel de mobilisation dont nous disposons. Ne négligeons aucun efforts, aucune discussion.

On le sait : face à tous les détracteurs qui font la fine bouche face au développement des luttes dans les facs.

De "Libération" qui annonce déjà que ce mouvement naissant sera un échec par rapport à celui de l'an passé au matin de Paris qui se permet de dire sans aucun scrupule qu'il ne se passe rien dans les facs sans oublier l'UNEF ID qui se démène actuellement pour faire échouer la manifestation du 26 novembre.

Cette organisation de renoncement use de tout les moyens pour freiner ce mouvement étudiant qui semble la gêner.

A écouter, Darriulat, trois manifestations en moins de dix jours, ça serait trop pour les étudiants.

Il semble avoir oublié bien vite l'apport formidable que chaque manifestation a constitué l'an dernier pour faire progresser la mobilisation et la détermination des étudiants à faire aboutir leurs revendications.

Darriulat vient même de nous écrire au Bureau National de l'UNEF pour demander officiellement à l'UNEF d'annuler la manifestation du 26 novembre et de ne soutenir que les manifes-

tations du 29 novembre et du 5 décembre.

Visiblement, ça ne gêne pas monsieur Darriulat de passer outre la décision prise dans près de 40 assemblées générales d'universités.

Les choses sont claires l'UNEF ID à choisi la voie du renoncement et des accords d'appareils.

Le rassemblement transformateur des étudiants : elle n'en veut pas. Elle semble même en avoir une peur bleue.

Les étudiants seront seuls juges ils sont de plus en plus nombreux à se prononcer pour l'action unitaire de tous contre le budget 88. Ils ont besoin de notre soutien total !

Dans les lycées la mobilisation grandit également sur les questions budgétaires. Une manifestation a eu lieu hier à Paris des dizaines de lycéens certains déjà en grève tiennent des assemblées générales.

Des dizaines de milliers de lycéens ont déjà décidé de manifester le 26 novembre à Paris contre le budget 88. Nous le sentons bien : le 26 novembre à Paris et dans toute la France il va se passer quelque chose d'énorme chez les étudiants et lycéens. C'est à portée de nos mains notre congrès doit donc bien faire le point de l'ÉTAT de mobilisation dans les facs à la justice et la liberté d'expression, tous ces étudiants qui se battent contre la pénurie à l'université à être présents dans la rue le 5 décembre à Paris.

Le Bureau National propose que 4 décembre des initiatives se tiennent dans chaque fac, chaque IUT et dans chaque cité universitaire pour commémorer la mort de MALIK.

Baptisons de nombreuses amphes et cités universitaires MALIK OUSSEKINE.

Déjà, certains AGE ont prévu d'organiser un débat avec les étudiants sur le droit de manifester comme le propose le comité des familles à Nice sur propositions des ELU UNEF,

le conseil d'UFR de lettres a voté pour qu'un amphi soit officiellement baptisé MALIK OUSSEKINE le 4 décembre.

Chers camarades,

le 72ème congrès de l'UNEF se tient à un moment où le mouvement étudiant cherche à poursuivre la lutte vers la transformation de l'Université.

Ce qui alimente la mobilisation c'est le mécontentement de voir nos conditions de vie et d'études se dégrader de jour en jour, c'est le sentiment de se faire avoir sournoisement

Le mouvement qui se développe dans les facs, contre le budget 88 ne demande qu'à s'étendre partout pour pousser le Gouvernement dans ses derniers retranchements, pour le contraindre à réinvestir financièrement dans l'enseignement supérieur.

Gagner cette bataille, c'est forcer le gouvernement à reculer à nouveau sur sa politique universitaire élitiste.

Nous sommes, comme on dit, à la croisée des chemins car personne sait jusqu'où peut aller cette génération du mouvement novembre décembre, qui a déjà su faire trembler tout un Gouvernement l'an dernier.

La question centrale posée à notre congrès est la suivante : "Comment continuer avec tous les étudiants pour gagner ?".

Il doit nous permettre à la fois la démarche dont le syndicat a besoin pour être les meilleurs acteurs du rassemblement étudiant dans l'action et donner des perspectives durables pour tout le mouvement étudiant.

Il nous faut tirer les enseignements une fois pour toute des luttes de l'an dernier, pour en faire une affaire classée mais que pour dès cela permette à chaque adhérent de décupler sa capacité à rassembler, faire agir et organiser les étudiants.

Après le 26 novembre, d'autres manifestations sont prévues à Paris : le 29 novembre tout d'abord à l'appel de SOS RASISME ET DE L'UNEF ID la manifestation baptisée "PARIS EGALITE", contre le rasisme et la zénophobie.

UNEF à toujours prit une part actif au combat contre le rasisme notamment pour faire échec à toutes les discriminations que subissent les étudiants étrangers. Le Bureau National à décidé d'appeler à cette manifestation anti- raciale. En suite, l'UNEF positivement à l'appel du comité des familles pour que ce soit pour la tenue d'initiatives dans toutes les facs le 4 décembre en faveur du droit de manifester, que pour la manifestation du 5 décembre à Paris.

Le Bureau National propose que le 72ème congrès de l'UNEF lance à la fin de ses travaux un appel à tous les étudiants de France pour que la lutte se poursuive sous toutes les formes pour qu'elle grandisse de manière inintérompue pour que jour après jour, tous les étudiants décident de se rassembler pour gagner.

CHERS CAMARADES,

De nouvelles victoires sont à la portée des étudiants pour peu que le syndicat sache au mieux leur permettre de se rassembler de s'unir pour gagner.

VIVE L'UNION NATIONALE

VIVE LE 72ème CONGRES DE L'UNEF

VIVE L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

